

L. TROTSKY

L'industrie nationalisée et la gestion ouvrière

En 1938 quand, au Mexique, le gouvernement Cardenas expropria l'industrie pétrolière des impérialistes anglo-américains, des journaux, tels que le Daily News de New-York, attribuèrent cette décision à l'influence de L. Trotsky, qui s'y trouvait alors en exil.

Ceci était faux. Trotsky ne pouvait, en retour du droit d'asile qui lui était accordé, intervenir dans la politique mexicaine. Il dut se borner à définir sa position en général, sur l'expropriation, dans un article daté du 5 juin 1938 et publié, aux Etats-Unis, dans le Socialist Appeal, le 25 juin de cette année. On ignorait que Trotsky s'était prononcé plus complètement sur un autre aspect de l'expropriation, à savoir sur la mise sous gestion ouvrière de l'industrie pétrolière.

En avril 1946, Joseph Hansen, ex-secrétaire de L. Trotsky, rendit visite, à Mexico, à des amis de Trotsky; l'un d'eux lui dit avoir parlé toute une après-midi à Trotsky au sujet de cette expérience unique de gestion ouvrière d'une industrie expropriée dans un état capitaliste. Trotsky promit d'étudier plus à fond la question et, trois jours plus tard, lui fit remettre un court article écrit en français, non daté et non signé, mais avec des corrections manuscrites de la main de Trotsky. Le contenu de l'article ne permet aucun doute quant à l'authenticité de cet article; la camarade Natalie Trotsky en est également convaincue. Cet article a été écrit en mai ou juin 1938. Nous en donnons ci-dessous une traduction faite sur le texte anglais paru dans le numéro d'août 1946 de Fourth International.

DANS les pays industriellement arriérés, le capital étranger joue un rôle décisif. D'où la faiblesse relative de la bourgeoisie nationale par rapport au prolétariat national. Ceci crée des conditions particulières de pouvoir étatique. Le gouvernement louvoie entre le capital étranger et le capital indigène, entre la faible bourgeoisie nationale et le prolétariat relativement puissant. Ceci confère au gouvernement un caractère bonapartiste *sui generis* d'un caractère particulier. Il s'élève, pour ainsi dire, au-dessus des classes. En fait, il peut gouverner soit en se faisant l'instrument du capital étranger et en maintenant le prolétariat dans les chaînes

d'une dictature policière, soit en manœuvrant avec le prolétariat et en allant même si loin jusqu'à lui faire des concessions, acquérant ainsi la possibilité d'une certaine liberté vis-à-vis des capitalistes étrangers. La politique actuelle (du gouvernement mexicain — *note du traducteur*) en est au second stade; ses plus grandes conquêtes sont l'expropriation des chemins de fer et des industries pétrolières.

Ces mesures se situent entièrement dans le domaine du capitalisme d'Etat. Toutefois, dans un pays semi-colonial, le capitalisme d'Etat se trouve sous la lourde pression du capital privé étranger et de ses gouvernements, et il ne

peut se maintenir sans le soutien actif des travailleurs. C'est pourquoi, sans laisser échapper de ses mains le pouvoir réel, il tente de placer sur les organisations ouvrières une part considérable de la responsabilité pour la marche de la production dans les branches nationalisées de l'industrie.

Que doit être la politique du parti ouvrier dans ce cas? Ce serait évidemment une erreur désastreuse, une complète déception que d'affirmer que la voie vers le socialisme ne passe pas par la révolution prolétarienne, mais par la nationalisation opérée par l'Etat bourgeois de diverses branches de l'industrie et par leur transfert dans les mains des organisations ouvrières. Mais il n'est pas question de cela. Le gouvernement bourgeois lui-même a effectué la nationalisation et a été contraint de demander la participation des ouvriers dans la gestion de l'industrie nationalisée. On peut, bien entendu, esquiver la question en mentionnant le fait qu'à moins que le prolétariat s'empare du pouvoir, la participation des syndicats dans la gestion des entreprises de capitalisme d'Etat ne peut pas donner des résultats socialistes. Toutefois, une telle politique négative de la part de l'aile révolutionnaire ne serait pas comprise des masses et renforcerait les positions opportunistes. Pour les marxistes, il n'est pas question de construire le socialisme avec les mains de la bourgeoisie, mais d'utiliser les situations qui se présentent dans le capitalisme d'Etat et de faire avancer le mouvement révolutionnaire des ouvriers.

La participation à des parlements bourgeois ne peut plus donner d'importants résultats positifs; dans certaines conditions, elle peut même mener à la démoralisation des députés ouvriers. Mais ceci n'est pas, pour les révolutionnaires, un argument en faveur de l'antiparlementarisme.

Il serait inexact d'identifier la politique de participation des ouvriers dans la gestion de l'industrie nationalisée à la participation de socialistes dans un gouvernement bourgeois (ce que nous appelions *ministérielisme*). Tous les membres du gouvernement sont unis les uns aux autres par des liens de solidarité. Un parti représenté au gouvernement doit répondre pour toute la politique du gouvernement dans son ensemble. La participation à la gestion d'une certaine branche de l'industrie accorde la possibilité complète d'une opposition politique. Dans le cas où les représentants ouvriers sont en minorité dans la direction, ils ont toute possibilité de faire connaître

et de publier leurs propositions qui ont été rejetées par la majorité, de les porter à la connaissance des ouvriers, etc., etc.

La participation des syndicats à la gestion de l'industrie nationalisée peut être comparée à la participation des socialistes aux *municipalités*, où les socialistes obtiennent quelquefois une majorité et se trouvent obligés de diriger une importante administration municipale, tandis que la bourgeoisie continue de dominer l'Etat et que subsistent les lois de la propriété bourgeoise. Les réformistes, dans les *municipalités*, s'adaptent passivement au régime bourgeois. Les révolutionnaires dans ce domaine font tout ce qu'ils peuvent dans l'intérêt des ouvriers et en même temps enseignent aux travailleurs à chaque pas qu'une politique municipale est impuissante sans la conquête du pouvoir étatique.

A vrai dire, la différence réside en ce que, dans le domaine des *municipalités*, les ouvriers occupent certaines positions au moyen d'élections démocratiques, tandis que dans le domaine de l'industrie nationalisée, le gouvernement lui-même les invite à prendre certains postes. Mais cette différence a un caractère purement formel. Dans les deux cas, la bourgeoisie est obligée de céder aux ouvriers certaines sphères d'activité. Les travailleurs les utilisent dans *leurs propres* intérêts.

Ce serait légèreté d'esprit que de fermer les yeux aux dangers provenant d'une situation dans laquelle les syndicats jouent un rôle dirigeant dans l'industrie nationalisée. Le fondement du danger se trouve dans la connexion des hauts dirigeants syndicaux avec l'appareil du capitalisme d'Etat, la transformation des représentants mandatés du prolétariat en otages de l'Etat bourgeois. Mais si grand que ce danger puisse être, il ne constitue qu'une partie d'un danger général, plus exactement d'une maladie générale, à savoir la dégénérescence bourgeoise des appareils syndicaux à l'époque impérialiste, non seulement dans les vieilles métropoles, mais aussi dans les pays coloniaux. Les dirigeants syndicaux sont, dans l'écrasante majorité des cas, des agents *politiques* de la bourgeoisie et de son Etat. Dans l'industrie nationalisée, ils peuvent devenir et ils deviennent déjà des agents *administratifs* directs. Contre cela, il n'y a d'autre voie que la lutte pour l'indépendance du mouvement ouvrier en général, et en particulier pour la formation au sein des syndicats de solides noyaux révolutionnaires qui sont capables, tout en maintenant l'unité du mouve-

ment syndical, de lutter pour une politique de classe et pour une composition révolutionnaire des organismes dirigeants.

Un danger d'une autre sorte réside dans le fait que les banques et les autres entreprises capitalistes dont une branche, l'industrie nationalisée, dépend au point de vue économique peuvent utiliser et utiliseront des méthodes spéciales de sabotage pour placer des obstacles sur la voie de la gestion ouvrière, pour la discréditer et pour la mener au désastre. Les dirigeants réformistes essayeront d'esquiver ce danger par une adaptation servile aux exigences de leurs fournisseurs capitalistes, en particulier des banques. Les dirigeants révolutionnaires, au contraire, tireront du sabotage des banques la conclusion qu'il est nécessaire d'exproprier les banques et d'établir une *seule banque nationale* qui serait le centre comptable de toute l'économie. Bien entendu, cette question doit être indissolublement liée à la question de la *conquête du pouvoir par la classe ouvrière*.

Les diverses entreprises capitalistes, nationales et étrangères, comploteront inévitablement avec les institutions étatiques en vue de placer des obstacles sur la voie de la gestion ouvrière de l'industrie nationalisée. D'autre part, les organisations ouvrières qui participent à la gestion des diverses branches de l'industrie nationalisée doivent s'unir pour échanger leurs expériences, elles doivent se soutenir économiquement, elles doivent agir en unissant leurs forces sur le gouvernement,

sur les conditions de crédit, etc. Evidemment, un tel bureau central de la gestion ouvrière des branches nationalisées de l'industrie doit être en contact étroit avec les syndicats.

En résumé, on peut dire que ce nouveau domaine de travail renferme à la fois les plus grandes possibilités et les plus grands dangers. Les dangers consistent dans le fait que, par l'intermédiaire de syndicats contrôlés, le capitalisme d'Etat peut tenir en échec les ouvriers, les exploiter cruellement et paralyser leur résistance. Les possibilités révolutionnaires consistent dans le fait que, se basant sur leurs positions dans des branches exceptionnellement importantes de l'industrie, les ouvriers peuvent mener l'attaque contre toutes les forces du capital et contre l'Etat bourgeois. Laquelle de ces possibilités l'emportera? Et dans combien de temps? Il est naturellement impossible de faire des prédictions. Cela dépend entièrement de la lutte des diverses tendances au sein de la classe ouvrière, de l'expérience des ouvriers eux-mêmes, de la situation mondiale. En tous cas, pour utiliser cette nouvelle forme d'activité dans les intérêts de la classe ouvrière et non de l'aristocratie et de la bourgeoisie ouvrières, il ne faut qu'une condition : l'existence d'un parti révolutionnaire qui étudie soigneusement chaque forme d'activité ouvrière, critique toute déviation, éduque et organise les ouvriers, gagne de l'influence dans les syndicats et assure une représentation ouvrière révolutionnaire dans l'industrie nationalisée.